Marc-Olivier BARUCH, *Des lois indignes ? Les historiens, la politique et le droit*

Paris, Tallandier, 2013, 352 pages

Humberto Cucchetti

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9401>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9401

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2014

Pagination : 359-361

ISBN : 978-2-8143-0233-4

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Humberto Cucchetti, « Marc-Olivier BARUCH, *Des lois indignes ? Les historiens, la politique et le droit* », *Questions de communication* [En ligne], 26 | 2014, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9401> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9401>

Histoire, sociétés

Marc-Olivier BARUCH, *Des lois indignes ? Les historiens, la politique et le droit*.

Paris, Tallandier, 2013, 352 pages

Dense et polémique, le dernier ouvrage de Marc-Olivier Baruch est d'une formidable richesse. Une richesse inclassable. Le lecteur universitaire y découvre des mécanismes juridiques et étatiques complexes, leurs dynamiques politiques, les lectures qu'en font les spécialistes, ici des historiens, et les querelles qui les opposent. Au centre de l'analyse, se trouve la pétition *Liberté pour l'histoire*. Rappelons que, en 2005, après qu'Olivier Pétré-Grenouilleau (*Journal du Dimanche*, 12/06/05) a été accusé de racisme et de négationnisme (à l'encontre de la traite des noirs, qualifiée de « crime contre l'humanité » par la loi du 21 mars 2001 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité), cette pétition réclamant l'abrogation des lois mémorielles a été signée par nombre d'historiens français. L'approche de Marc-Olivier Baruch dépasse largement l'affaire citée pour soumettre à discussion, comme le signale le sous-titre du livre, les rapports entre historiens, politique et droit. Le mot « discussion » est à prendre dans le sens fort du terme, car à travers l'emploi de la première personne du singulier et les renvois à des expériences personnelles, voire même des aveux de l'auteur (par exemple, p. 291), l'analyse empirique minutieuse s'articule avec un récit de type essayiste, non moins significatif, par lequel l'auteur s'oppose à ses collègues historiens pétitionnaires. Il remet en question le statut historiographique particulier que ces derniers s'arrogent à travers la pétition, de même que l'instrumentalisation politique de l'histoire qui, depuis quelques années, tourne autour des débats sur l'identité nationale.

L'ouvrage est composé de cinq chapitres auxquels s'ajoutent, en annexes, des documents clés pour le développement de la réflexion (documents légaux, déclarations issues de divers collectifs, articles journalistiques, etc.). Le premier chapitre, « L'histoire objet de loi » (pp. 27-64), prend l'histoire en tant qu'elle fait l'objet de sanctions légales, partant de la manière dont certaines lois mémorielles, sanctionnées aux cours des dernières décennies, punissent des lectures ou relectures qui sont faites du passé. On y retrouve les polémiques autour de la loi Gayssot (loi du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe), qui fut d'ailleurs critiquée par le collectif *Liberté pour l'histoire*. Le deuxième chapitre, « Deux présidents, un préfet et

l'histoire » (pp. 65-97), aborde les rapports entre raison d'État et passé national et prend appui sur des actions de deux présidents de la République : François Mitterrand et Jacques Chirac. Le premier dissocie la France, ainsi innocentée, du régime de Vichy tandis que le second assume, en 1995, la responsabilité française sous l'Occupation. Une troisième figure présidentielle, postérieurement analysée, s'impose avec Nicolas Sarkozy qui s'élève contre la repentance dans une lignée plutôt mitterrandienne que chiraquienne, à contre-courant des continuités supposées en termes de famille politique. Dans la troisième partie, « L'histoire objet de droit » (pp. 99-169), l'auteur dissèque les divers éléments qui composent la pétition (la présentation du contexte, les principes épistémologiques de base du fonctionnement de l'histoire professionnelle, le diagnostic selon lequel certaines lois restreignent la liberté de l'historien, l'exigence d'abrogation de la loi). L'auteur conteste les fondements de la pétition. Du point de vue juridique, il s'agit du chapitre le plus dense, qui n'omet pas de brèves comparaisons avec d'autres cadres juridiques nationaux ou instances institutionnelles et juridiques supranationales.

Le quatrième chapitre, « Intermède parisien, 2008-2011 » (pp. 171-208), se focalise sur diverses missions et délibérations parlementaires et étatiques nées autour des lois mémorielles – comme le rapport Accoyer (*Rapport d'information au nom de la mission d'information sur les questions mémorielles*, Assemblée nationale, 18/11/08), des déclarations du Conseil d'État, du Conseil constitutionnel, ou encore aussi bien les discussions qui eurent lieu autour de la reconnaissance par l'État du génocide arménien (2001) que celles sur la création d'une instance punitive visant à sanctionner la négation de ce génocide – au prise avec des dynamiques non dépourvues de paradoxes juridiques.

Entièrement consacré au travail de l'historien, à son impact public et à la récupération ou manipulation politique toujours possible de ses thématiques, le chapitre cinq, « Comment peut-on être historien ? » (pp. 209-281), permet d'élargir la discussion. Marc-Olivier Baruch remet en question les discours sur l'« envahissement mémoriel » et les idées qui en dérivent : l'objection de la « repentance », l'essor de la « victimisation » légale et mémorielle, au risque de « communautarisme » associé au fait de céder à des pressions de groupes particuliers pour obtenir une réparation historique de la part de l'État (pp. 213-228). Après une analyse du « sarkozysme en histoire », sur laquelle nous reviendrons, l'auteur choisit plusieurs

projets historiographiques qui, depuis les années 80, prennent la France comme objet d'étude. *Les lieux de mémoire* de Pierre Nora (1984-1992, 3 tomes, Paris, Gallimard) d'un côté, *Histoire de la France* d'André Burguière et Jacques Revel (1989-1993, 5 volumes, Paris, Éd. Le Seuil) de l'autre, sans oublier *L'identité de la France* de Fernand Braudel (1986, 3 volumes, Paris, Arthaud), expriment, de différentes manières et suivant des sensibilités historiographiques et narratives propres, une recherche de ce qui fait *La France* (« une vraie France, France éternelle, France profonde », p. 258, pour reprendre Fernand Braudel), sur la base d'interactions pas toujours heureuses entre historiens et demandes émanant de l'État (le rapport d'André Kaspi sur le renouvellement des commémorations est à ce titre illustratif, pp. 274-278) et dans un contexte politique qui se trouve, depuis cette époque, traversé par les débats sur l'identité nationale. Ce n'est pas par hasard que l'auteur inclut dans son analyse l'émergence et la consolidation du Front national dans la vie politique française (p. 287).

La thématique identitaire peut recouvrir deux dimensions, l'une plus nettement intellectuelle, l'autre politique. On peut en ajouter une troisième, à mi-chemin entre les deux, dont le « sarkozysme en histoire » représenterait un clair exemple. Il semble excessif de trop se focaliser sur les conseillers Patrick Buisson et Henri Guaino, présentés comme étant les « têtes pensantes du sarkozysme » (p. 229), et la proximité qui les unit devrait être davantage problématisée si l'on veut éviter de tomber dans l'image des conseillers comme autant de figures cachées dans l'ombre du pouvoir. Car, bien que l'exploitation de ce qui ferait *La France* tout au long du quinquennat 2007-2012 constitue un fait incontestable, ne pas faire mention de la rhétorique et de l'exploitation des symboles nationaux par la candidate socialiste Ségolène Royal interpelle. Dans un autre essai historique, Gérard Noiriel (2007, *À quoi sert « l'identité nationale »*, Marseille, Agone, pp. 105-110, 131-136) rappelle que la fièvre identitaire eût ses propres défenseurs dans les rangs de la gauche, aussi bien sur le terrain politique qu'intellectuel-universitaire.

D'ailleurs, la lecture *Des lois indignes...* interdit toute correspondance entre mémoire nationale et couleur politique des majorités au pouvoir. François Mitterrand en est un exemple, si l'on songe à certains gestes mémoriels – parfois en termes antigaulistes (pp. 90-91) – qui ont été possibles sous sa présidence, cependant que d'autres étaient freinés (pp. 66-77, 90-94). De ce point de vue, il est indispensable de revenir à l'ouvrage de l'historien Simon Epstein,

Un paradoxe français (2008, *Un paradoxe français. Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, Paris, A. Michel, pp. 543-577). Dans la deuxième partie de son livre, il se penche longuement sur les manières de produire des mémoires et les dérives de cette production dans le sens d'une dilution des responsabilités (ou, dit de manière plus neutre, des agissements) d'une importante partie des élites administratives républicaines (une histoire que Marc-Olivier Baruch connaît parfaitement) et de figures politiques et intellectuelles de gauche pendant l'Occupation allemande et le régime de Vichy. Dans cette production mémorielle, François Mitterrand joue un rôle fondamental pendant ses deux septennats.

La démarche de l'auteur est claire, de même que la critique qu'il adresse aux historiens qui, selon lui, ont des prétentions monopolistiques sur l'élaboration de récits portant sur le passé. Elle interroge la position de ces historiens qui prétendraient imposer une définition de ce que serait *La France*, tout en témoignant dans leur approche épistémologique d'engagements qui sont citoyens, voire politiques. Il est important de rappeler que cette dynamique va bien au-delà de l'univers historiographique pour intégrer les mécanismes de légitimation des intellectuels, qu'ils dépendent ou non d'institutions universitaires ou de recherche (François Hourmant, Arnaud Leclerc, 2012, *Les intellectuels et le pouvoir. Déclinaisons et mutations*, Rennes, Presses universitaires de Rennes).

Nombre de publications historiographiques portant sur *La France* (son unicité, sa singularité) ne sont pas définies comme nationalistes uniquement parce que cette idée renvoie à une acception, franco-française, très particulière et nettement péjorative. Les qualifier de patriotique a également une connotation spécifique, cette fois-ci plutôt positive, mais qui ne résout en rien les présupposés normatifs de ces travaux. Portant sur les recherches de Pierre-André Taguieff sur les milieux souverainistes, une publication anglo-saxonne souligne cette connexion rhétorique entre l'idée de « nationisme » (mot censé permettre d'éviter de parler de nationalisme, moins acceptable dans le langage républicain) et une conception « *very traditional* » de la République française (Christopher Flood, 2008, « Nationalism or Nationism ? Pierre-André Taguieff and de Defense of the French Republic », *South Central Review*, 3, vol. 25, pp. 86-105). D'un point de vue épistémologique, l'inquiétude de l'auteur est légitime lorsque l'on rend compte de certaines modalités d'intervention historiographiques, mais plus généralement

intellectuelles, qui « relève[nt] professionnellement d'un monde bien spécifique, celui du politique » (p. 268), ou bien lorsqu'il dénonce un « rapport au passé comme pathologie sociale » (p. 279).

S'agit-il uniquement d'un livre d'histoire ? Dans une certaine mesure, l'ouvrage de Marc-Olivier Baruch pourrait être soumis aux mêmes critères qu'il mobilise pour critiquer différents travaux en histoire. Il n'y a certes pas, chez lui, de volonté de définir ce que serait *La France* ou de s'arroger le droit d'en proposer; en tant qu'historien, une définition qui serait de ce fait plus légitime. Cependant, le livre reflète les aspirations d'un homme d'État, la trajectoire d'un haut fonctionnaire de l'administration, et témoigne d'une normativité qui articule raison d'État et jugement historiographique. On retrouve ce type d'approche dans de nombreux passages : dans le cadre de la délibération et sanction du délit d'expression raciste (1972), l'appréciation du discours d'Alain Terrenoire, « qui n'hésita pas à mettre les points sur le i » et chez qui « il est remarquable de noter la haute tenue, et en même temps la précision, des interventions » (pp. 54-55), l'allusion au discours de Jacques Chirac du 16 juillet 1995, « historiquement et moralement impeccable » (p. 78), la mémoire gaulliste jugée « assez forte pour se protéger toute seule » (p. 85), ou encore les considérations selon lesquelles « on peut et on doit reconnaître que les pieds-noirs et les Harkis furent sacrifiés par le pouvoir gaulliste à une raison d'État imposant la paix » (p. 94). Ce sont là quelques-unes des appréciations qui reflètent le sens normatif véhiculé auquel nous faisons référence, la dernière arguant d'une raison d'État que l'auteur accepte et légitime, contrairement à d'autres (la non-repentance, par exemple) qu'il rejette sans concession.

Cela n'invalide nullement les nombreux enseignements que réserve la lecture de l'ouvrage ainsi que l'entreprise, parfois teintée de sarcasme et d'ironie amère, de désacralisation du travail de l'historien (p. 211). L'ouvrage comporte de très nombreux axes qui peuvent à la fois être approuvés et faire l'objet d'une lecture critique. Il reflète un courage intellectuel qui ne doit pas être déprécié. Pour cela, et par sa densité, on peut espérer que cet ouvrage sera partie prenante des débats et suscitera de nombreuses discussions parmi les historiens et les intellectuels en général.

Humberto Cucchetti

*Ceil, Conseil national de recherches scientifiques
et techniques, AR-CI 083ACA
hcucchetti@ceil-conicet.gov.ar*

Françoise BIRCK, *L'École des Mines de Nancy (ENSMN) 1919-2012. Entre université, grand corps d'État et industrie.*

Nancy, Presses universitaires de Nancy-Éd. universitaires de Lorraine, coll. Histoire des institutions scientifiques, 2013, 420 pages

Avec cet ouvrage, Françoise Birk livre une monographie institutionnelle de l'École des Mines de Nancy. Elle s'inscrit dans le courant très dynamique des études portant sur les institutions d'enseignement supérieur et de formation des ingénieurs. Ce courant est notamment animé par les directeurs de la collection Histoire des institutions scientifiques Laurent Rollet et Marie-Jeanne Choffel-Mailfert. L'enjeu principal du livre est de montrer les répercussions sur le long terme des caractéristiques institutionnelles de l'école. L'auteure structure ses chapitres selon un ordre temporel s'étalant des lendemains de la guerre franco-prussienne (1870-1871) aux années 2000. Dans les sept premiers chapitres, Françoise Birk propose une monographie riche et précise de l'École des Mines de Nancy ; dans les chapitres suivants, elle dresse une chronologie fine du projet Art, technologie, management (Artem) et entreprend de faire apparaître les contraintes historiques qui pèsent sur les montages institutionnels contemporains. L'histoire de l'école est alors reléguée au second plan au profit d'une description longue et méticuleuse des six années de conception dudit projet de sorte que l'événement le plus contemporain s'étale sur presque un tiers du livre. Ce dernier a été rédigé à partir de deux rapports élaborés par l'auteure, mais non publiés. L'un, rédigé en 1994, concerne l'histoire de l'École des Mines de Nancy durant la première moitié du ^{xx}e siècle ; plus récent, l'autre porte sur le « processus de construction institutionnelle » (p. 21) d'un projet de rapprochement entre trois écoles nancéiennes. Le livre souffre alors d'un certain déséquilibre que ne parvient pas à effacer l'armature générale du texte.

L'étude débute au lendemain de la défaite de 1871 alors que Nancy a vocation à accueillir étudiants et professeurs venus des régions annexées par l'Allemagne. En France, les réformateurs républicains sont les porteurs d'un « courant qui considère que la science doit jouer un rôle dans le développement industriel » (p. 36) et « améliorer la compétitivité des entreprises françaises face à la concurrence allemande » (p. 48). Dans ce but, ils envisagent de créer des centres universitaires en province. Sous leur impulsion, plusieurs institutions sont créées dans le giron de la faculté des sciences de Nancy. Entre 1887 et 1919, huit instituts et écoles d'enseignement supérieur